



DROIT DE GRÈVE A FTV

Il faut sauver le soldat Borne !

Depuis le début du conflit social contre la réforme des retraites, la direction enchaîne les déprogrammations de cars de Video Mobile (VM) pour éviter que la mise en grève des salariés ne perturbe la captation des émissions. Pour ce faire, la direction décommande massivement les cars de FTV au profit de prestataires privés.

Le droit de grève bafoué

Ce contournement du droit de grève à la VM n'est pas nouveau à France Télévisions, avec une direction qui flirte systématiquement avec les limites juridiques de sa capacité à réorganiser l'activité en cas de mouvement social. Dernier exemple en date avec la tentative de remplacement d'un salarié permanent par un CDD. Il aura fallu l'intervention d'un délégué syndical pour faire entendre raison à la direction.

Mais la situation prend une tournure plus politique quand, une semaine avant l'émission politique *L'événement* du 2 février avec la Première Ministre Elisabeth Borne sur France 2, la direction prend les devants. Il faut en effet montrer que tout va bien et dérouler le tapis rouge à celle qui porte une réforme des retraites rejetée par une immense majorité de citoyennes et citoyens.

Non, Mme Borne, tout ne va pas bien à France Télévisions et les salariés rejettent votre projet de réforme aussi injustifiée qu'injuste !

La direction joue donc le jeu du gouvernement, quoi qu'il en coûte ! Si France Télévisions a l'ambition d'être le lieu du débat public, cela ne peut se faire au détriment du droit de grève des salariés. C'est manifestement plus sécurisant de s'appuyer sur des salariés intermittents précaires, qui risquent la radiation à vie des plannings s'ils font grève, pour assurer la captation d'une émission politique. Voici le monde rêvé de la Macronie grandeur nature. Et on va venir nous faire la leçon sur le respect de l'État de droit ? Commencez donc par respecter le droit de grève !

Qui va payer l'addition ?

Combien de temps la direction pourra-t-elle tenir dans une externalisation à outrance qui va coûter des millions d'euros à l'entreprise ? Et quand viendra l'heure du bilan financier, on entend déjà les oiseaux de mauvais augure qui trouveront que la Vidéo Mobile interne coûte cher et que le déficit se creuse. A qui la faute ? A ceux qui déprogramment sans cesse des émissions en bafouant le droit de grève.

Il faut dire que le niveau de défiance des salariés de la Fabrique vis-à-vis de leur direction est tel, qu'il y a effectivement de quoi être inquiet pour la fabrication des émissions en cas de mouvement social interprofessionnel. Mais plutôt que de traiter le mal à la racine, la direction préfère directement aller engraisser le privé. C'est d'une violence symbolique telle que la direction n'assume même pas officiellement cette déprogrammation.

Nous exigeons donc que nos dirigeants cessent de bafouer le droit de grève des salariés. Le mouvement social en cours a des conséquences lourdes partout dans notre pays, dans tous les secteurs, que ce soit dans les transports, dans l'énergie ou sur nos antennes. Vouloir masquer cela est une hypocrisie que les salariés n'acceptent pas.

Paris, le 31 janvier 2023